

ASSASSINAT DE ABDEL FATAH YOUNÈS

Coup dur pour les rebelles

Les circonstances de l'assassinat jeudi du général Younès, rallié à la rébellion après avoir été un pilier du régime du colonel Mouammar Kadhafi, restent entourées de mystère, sa mort représentant un coup dur, politique et militaire, pour les rebelles.

Le général Abdel Fatah Younès, chef d'état-major des forces rebelles, a été tué par un groupe d'hommes armés après avoir été rappelé du front pour un interrogatoire sur des questions militaires à Benghazi, a annoncé le président du Comité national de transition (CNT), Moustapha Abdeljalil.

Deux colonels de l'armée rebelle ont été tués en même temps que le général Younès, a ajouté M. Abdeljalil lors d'une conférence de presse dans la soirée, précisant que le chef du groupe armé responsable de l'assassinat avait été arrêté mais que les trois corps avaient été emportés par les tueurs.

Les rebelles ont annoncé trois jours de deuil et rejeté la mort du général sur les forces loyales au régime de Mouammar Kadhafi. «L'intervention de Kadhafi est très claire dans cette affaire», a déclaré hier un haut responsable rebelle sous couvert d'anonymat à Benghazi. La mort d'Abdel Fatah Younès a suscité des craintes de divisions au sein de la rébellion alors que celle-ci progresse, que ce soit sur le front diplomatique, avec la reconnaissance entière de la France et du Royaume-Uni, ou sur le front militaire, avec des avancées à Brega (est) et dans les montagnes au sud-ouest de la capitale.

Elle a aussi provoqué un large spectre de rumeurs, certaines affirmant que les rebelles avaient eux-mêmes arrêté et tué le général, soupçonné de trahison.

«Je vous demande de ne pas prêter attention aux rumeurs que les forces de Kadhafi essaient de propager dans nos rangs», a répliqué M. Abdeljalil jeudi soir à la presse.

Personne ne dispose de toutes les réponses, mais «cela viendra avec le temps», a assuré le haut responsable rebelle interrogé hier par l'AFP, minimisant les risques de dissensions internes ou de règlements de comptes de la part de soldats ayant suivi le général Younès ou de membres de sa tribu.

«Les gens savent que (ces dissensions) sont dans l'intérêt

de Kadhafi et les gens sont contre Kadhafi. Même les membres de sa tribu ont été raisonnables, conscients qu'il s'agissait d'un piège de Kadhafi pour créer des problèmes», a-t-il déclaré.

Deux responsables de la tribu Al-Obeidi, dont était issu le général Younès, étaient présents jeudi soir à la conférence de presse de M. Abdeljalil. Mais juste après l'annonce du décès, une dizaine d'hommes armés sont arrivés sur les lieux en tirant en l'air.

Les journalistes ont été évacués et un témoin a raconté ensuite que les hommes étaient entrés avec leurs armes dans l'hôtel Tibesti, où avait lieu la conférence de presse, mais que les forces de sécurité avaient



Le général Abdel Fatah Younès.

Photos : DF

réussi à les calmer et à les convaincre de partir.

«Ils criaient : «Vous avez tué (Younès)» à l'adresse du CNT, a ajouté le témoin.

Jeudi soir, M. Abdeljalil a aussi appelé les groupes armés faisant office de milices dans un

certain nombre de villes tenues par la rébellion à rejoindre les forces du CNT.

«Ceci est un dernier appel pour les individus armés à l'intérieur des villes. Nous n'allons pas autoriser les milices armées dans les villes. Ils ont deux

SYRIE

Deux civils tués par les forces de sécurité dans des manifestations

Deux civils ont été tués hier et plusieurs autres blessés en Syrie lors de manifestations appelant à la chute du régime du président Bachar al-Assad à Lattaquié (ouest) et à Deraa (sud), selon des militants des droits de l'homme.

«Un jeune homme a été tué et plusieurs autres blessés par des tirs nourris des forces de sécurité qui cherchaient à disperser des manifestants réunis sur la place Qniniss à Lattaquié», a affirmé à l'AFP Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Selon lui, l'armée est ensuite entrée sur la place Qniniss et «a lancé des bombes lacrymogènes pour disperser plus de 4 000 personnes» qui s'étaient

rassemblées après la mort du jeune homme.

En outre, «un jeune homme a été tué lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu pour disperser les manifestants à Deraa», a de son côté annoncé Abdel Karim Rihaoui, le chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme.

Les forces de sécurité, déployées en masse dans plu-

sieurs villes de la région de Deraa, ont interdit l'accès aux mosquées aux hommes de moins de 50 ans, empêchant les fidèles d'entrer dans les lieux de culte avec des téléphones portables, notamment ceux équipés d'appareils photo, a indiqué le militant.

M. Rihaoui a précisé que les forces de sécurité avaient également «ouvert le feu sur une manifestation de plusieurs milliers de personnes à Harasta, près de Damas, faisant plus de 15 blessés parmi les manifestants».

D'autre part, les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants dans le quartier de Karam el Chami à Homs (centre)», a relaté M. Abdel Rahmane, soulignant que «plusieurs protestataires ont été blessés».

Des milliers de manifestants défilaient par ailleurs à Deir Ezzor (est) en hommage aux

quatre personnes tuées la veille dans cette ville, a indiqué M. Rihaoui, alors que l'OSDH signalait que «quatre avions survolaient la ville».

A Boukamal (est) et Hassakeh (nord-est), des manifestations ont été organisées en soutien aux habitants de Deir Ezzor, tandis que des défilés ont aussi eu lieu notamment dans le gouvernorat d'Idlib, à Maarat al-Naamane et Douma, selon les deux organisations.

Sabotage d'un oléoduc près de Homs

Une «bande subversive» a provoqué hier à l'aube une explosion sur un oléoduc près de Homs, une ville du centre de la Syrie, a annoncé l'agence officielle Sana.

«Une bande subversive a visé un oléoduc près de Homs à l'aube et a déclenché un engin explosif artisanal dans la région de Tell Kalakh (centre)», a annoncé Sana, précisant que l'explosion avait créé un cratère de 15 mètres de diamètre et pro-

voqué une fuite de pétrole sur l'oléoduc.

Dans le cas contraire, les tribus risquent de commencer à se faire justice elles-mêmes.

Abdel Fatah Younès était présenté, avant son ralliement à la rébellion, comme le numéro deux du régime du colonel Kadhafi, occupant notamment la fonction de ministre de l'Intérieur. Il avait participé au coup d'Etat qui avait porté le colonel Kadhafi au pouvoir en 1969.

Il s'était rallié très tôt aux insurgés, tout comme Moustapha Abdeljalil, alors ministre de la Justice, après le début du mouvement de contestation contre le colonel Kadhafi le 15 février.

Hier matin, quelque 200 personnes étaient réunies pour rendre hommage au défunt devant sa villa à Benghazi, selon un témoin.

ÉGYPTE

Les islamistes égyptiens à la tête d'un rassemblement «unitaire» au Caire

Des milliers d'Égyptiens, en majorité des islamistes, s'étaient rassemblés hier sur la place Tahrir au Caire en signe d'unité sur fond de transition politique fragile après la chute en février du président Hosni Moubarak.

Officiellement prévu après la prière hebdomadaire musulmane à la mi-journée, le rassemblement comptait déjà des milliers de protestataires en fin de mati-

née. Certains, arrivés dans la nuit, scandaient des slogans appelant à l'instauration d'un «Etat islamique».

Cette manifestation, à l'appel des puissants Frères musulmans, alliés à divers groupes musulmans fondamentalistes, faisait craindre des heurts avec les mouvements laïques qui campent sur la célèbre place du Caire depuis le 8 juillet.

La semaine dernière, les islamistes avaient organisé leur propre défilé, accusant les campeurs de Tahrir d'aller à l'en-

contre de «l'identité islamique» de l'Égypte.

Mais après deux jours de négociations, laïques et islamistes ont convenu de laisser de côté leurs dissensions pour sauver les idéaux de la révolution populaire de janvier-février.

Au moins 15 partis et mouvements politiques participaient au rassemblement.

Parmi leurs revendications figurent la fin des procès militaires de civils, la comparution des dignitaires de l'ancien régime

et la redistribution des richesses.

Depuis le 8 juillet, des protestataires, en majorité laïques — les islamistes refusant jusqu'à présent de participer aux sit-in — occupent la place Tahrir, épice de la contestation, pour dénoncer la lenteur des réformes promises par l'armée au pouvoir. Les militaires sont également accusés de violations des droits de l'Homme et de recourir aux méthodes de l'époque Moubarak pour écarter les opposants.